

MONTREAL – La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) est prête à appuyer l'inversion du flux de l'oléoduc 9-B d'Enbridge, pour qu'il puisse transporter à partir de l'Ontario du pétrole brut des sables bitumineux jusqu'à Montréal, mais seulement si l'entreprise est forcée par Ottawa de respecter les conditions imposées par le rapport de la commission parlementaire qui a tenu des audiences à cet effet à Québec.

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) présente 18 recommandations, dont la création d'un fonds de prévoyance de 1 milliard \$ en cas de déversement et un resserrement des exigences en matière d'inspection et d'entretien.

Le président de la CMM et maire de Montréal, Denis Coderre, demande de plus à Ottawa de soumettre les oléoducs au règlement sur le transport des matières dangereuses.

M. Coderre estime qu'on ne peut en aucun cas donner un «chèque en blanc» à Enbridge.

«J'ai dit oui, mais, a fait valoir Denis Coderre. Si le mais n'est pas respecté, ça va être un non.»

Bien que la décision finale appartienne au niveau fédéral, le maire de Montréal a tout de même indiqué qu'il était prêt à s'interposer en utilisant les pouvoirs qui sont à sa disposition si ces conditions ne sont pas respectées.

«Nous pouvons réfléchir ensemble sur comment on doit gérer notre territoire, a-t-il dit. Ça adonne bien, la CMM, son rôle c'est l'aménagement. Alors, nous allons prendre nos responsabilités, nous envoyons des messages. Nous travaillons en amont aujourd'hui.»

Le maire de Montréal a tenu ces propos lors d'une conférence de presse, jeudi, où l'accompagnaient le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Marcel Groleau, et le directeur principal d'Équiterre, Stephen Guilbeault, qui se sont tous deux dits d'accord avec cette position.

Écrit par L'actualité
Jeudi, 27 Février 2014 19:46 -

M. Guilbeault a rappelé que le dossier d'Enbridge en matière de sécurité n'est guère reluisant et s'est dit d'avis qu'il était essentiel que les pouvoirs publics encadrent les activités de l'entreprise.

«Est-ce qu'on ferait confiance à Enbridge? Je crois qu'on ferait confiance à nos institutions. Le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral doivent voir à leurs responsabilités pour s'assurer qu'on ait en place les règlements, les lois nécessaires pour protéger la santé du public, pour protéger la qualité de notre environnement», a-t-il fait valoir, ajoutant que les conditions formulées par la CAPERN étaient des conditions minimales.

Il a par ailleurs qualifié d'inacceptable le refus — pour des raisons politiques — du gouvernement Marois d'aller défendre le rapport de la CAPERN devant l'Office national de l'énergie (ONE) à Ottawa et l'a pressé d'aller le faire, invoquant l'urgence de la situation puisque l'Office doit rendre une décision sur ce projet le 19 mars.

«Si Québec ne bouge pas très rapidement, le Parti québécois aura laissé tout le champ libre au gouvernement fédéral pour décider de ce qui va se passer dans ce dossier», a déploré M. Guilbeault.

Pour sa part, le président de l'UPA a dénoncé le manque de transparence d'Enbridge.

«Enbridge a fait plus de 600 tests pour vérifier la qualité du pipeline. C'était rassurant au départ, sauf qu'ils n'ont pas partagé les informations de ces tests», a indiqué M. Groleau.

Ce manque de transparence a été évoqué par tous les participants à la conférence de presse et mis encore plus en évidence par le maire de Terrebonne, Jean-Marc Robitaille, qui a dit n'avoir appris qu'en janvier dernier, par hasard, qu'un déversement de 4000 litres de pétrole avait eu lieu à la station de pompage de l'entreprise à Terrebonne en mai 2011, soit près de trois ans plus tôt.

«Je dois rappeler ici l'importance, pour les communautés, qui sont les premiers répondants en matière de sécurité civile, d'être informées de ce qui se passe. Ce n'est pas le temps, lorsque

Inversion du pipeline la CMM Équiterre et l'UPA offrent un oui conditionnel

Écrit par L'actualité
Jeudi, 27 Février 2014 19:46 -

arrive un incident qui dégénère, de commencer à poser des questions aux gens pour savoir ce qui se passe lorsqu'on devrait être en train peut-être d'évacuer», a fait valoir le maire Robitaille.

Cet article [Inversion du pipeline: la CMM, Équiterre et l'UPA offrent un oui conditionnel](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Consultez la source sur Lactualite.com: [Inversion du pipeline la CMM Équiterre et l'UPA offrent un oui conditionnel](#)